

ÉVÉNEMENT

Provinces du Sud

Le nouveau modèle économique en marche

• 77 milliards de DH pour la réalisation de projets intégrés

• 16,8 milliards de DH pour la valorisation des phosphates au Sahara

UNE véritable stratégie intégrée, articulée autour de plusieurs axes, se met en place dans les provinces du Sud. Dans le cadre du nouveau modèle de développement, l'Etat injectera près de 77 milliards de DH dans les 3 régions du Sahara, comme cela a été annoncé lors de la cérémonie de signature des conventions, présidée par le Souverain, samedi dernier à Laâyoune. Au total, 200 projets seront lancés, permettant ainsi la création de dizaines de milliers d'emplois directs. Cela devra être couplé à un partage équitable des retombées de la valorisation des richesses naturelles locales, et la préservation des ressources halieutiques et hydriques de ces provinces. Globalement, cette nouvelle

phase du processus de développement de ces territoires s'articule autour de trois grands axes. Il s'agit d'abord de mettre en marche les moteurs de croissance, en initiant une véritable dynamique d'industrialisation de

2,8 milliards de DH d'investissements dans le secteur aquacole dans la même région, avec à la clé 3.500 emplois directs. Les activités de valorisation seront localisées dans une zone industrielle à mettre en place à

projets d'agriculture à Dakhla. S'y ajoute l'installation de quatre projets d'énergies renouvelables. Ainsi, des stations éoliennes d'une puissance de 500 MW sont programmées à Boujdour, Tiskrad et Akhefennir. Des centrales solaires photovoltaïques sont au programme à Laâyoune (80 MW) et Boujdour (20 MW).

Cette redynamisation des activités économiques sera renforcée par le développement de la connectivité avec le reste du Royaume. Une voie express atlantique, reliant Tiznit et Laâyoune (555 km) sera réalisée. Montant de l'investissement: 6,2 milliards de DH. Cette voie express sera complétée par l'élargissement de la route nationale N° 1, entre Laâyoune et Dakhla avec un budget de 2,3 milliards de DH. La transformation des provinces du Sud en plateforme d'exportation vers l'Afrique passe par la réalisation du port Dakhla, Atlantique. Cette infrastructure portuaire permettra notamment le développement d'activités de transformation de produits et leur exportation vers l'Afrique. 6 milliards de DH seront mobilisés pour sa construction, complétant ainsi l'offre portuaire marocaine avec TangerMed. Le lancement du nouveau modèle de développement repose aussi sur la mise à niveau du système de

Les phosphates valorisés in situ

DÉSORMAIS, les phosphates produits dans les mines de Phosboucrâa seront valorisés sur place, grâce à un projet intégré présenté par Mustapha Terrab. Près de 17 milliards de DH seront mobilisés pour la réalisation de projets complémentaires. D'un côté, le volet industriel consistera à mettre en place des unités de production des engrais et de produits chimiques. S'y ajoute un projet complémentaire, qui concerne la création d'une Technopole, pour abriter une branche de l'Université Mohammed VI Polytechnique, avec des spécialités en phase avec le nouveau modèle de développement régional, comme les énergies renouvelables.□

ces trois régions. Ainsi, dans le secteur de la pêche, qui constitue l'une des principales richesses de cette zone, l'accès aux ressources halieutiques sera conditionné par la valorisation des captures au niveau local. Concrètement, ce plan de développement prévoit le lancement de 6 projets de valorisation des petits pélagiques à Dakhla, d'un montant de 1,2 milliard de DH. Ils permettront la création de 4.300 postes d'emploi. S'y ajoutent

Dakhla. 10 unités de transformation sont au programme. Dans le domaine agricole, le ministre Aziz Akhannouch a indiqué qu'une série de projets prévus offriront à ces régions un avantage compétitif important, notamment grâce à une avance de 2 à 3 semaines sur le calendrier de production par rapport au Souss. Cela passera notamment par la valorisation de 5.000 hectares en cultures maraîchères sous serre à Dakhla et 1.000 hectares à Boujdour.

L'exploitation des richesses naturelles locales concerne également la valorisation

Le privé s'y met aussi!

LA dynamique de développement des provinces du Sud séduit également le secteur privé. Le nouveau modèle proposé offre une multitude d'opportunités. Ainsi, la CGEM s'implique dans ce processus à travers la mobilisation d'investissements. 56 projets sont au programme, dont 39 dans la région de Laâyoune-Sakia El Hamra et 17 à Dakhla Oued Eddahab, d'un montant de 5,4 milliards de DH. Ces projets se traduiront par la création de 10.300 emplois. Ils portent notamment sur les domaines de l'industrie, des énergies renouvelables et de l'immobilier. La patronne des patrons, Miriem Bensalah Chagroun, a d'ailleurs tenu à préciser que les investisseurs s'engagent à impliquer les entreprises locales dans ces projets. Parallèlement, le programme global de développement des provinces du Sud prévoit 1 milliard de DH pour la promotion de l'emploi et l'appui aux entreprises exportatrices.□

in situ du phosphate de Phosboucrâa. Le patron de l'OCP, Mustapha Terrab, a expliqué que "les projets d'investissement intègrent toute la chaîne de production depuis le site minier jusqu'à l'exportation du produit, grâce à un investissement de 16,8 milliards de DH" (Voir encadré). La valorisation des atouts naturels de ces provinces porte aussi sur la mise en place d'une offre touristique intégrée, qui s'articule autour du balnéaire, du désert, de la culture et des produits de niche. 84 projets sont au menu, avec un budget de 2 milliards de DH, ainsi que la création de 800 emplois directs.

Au niveau des infrastructures, les villes des provinces du Sud seront dotées de stations de dessalement de l'eau de mer, notamment pour l'approvisionnement en eau potable. Ces stations permettront aussi de répondre aux besoins des activités industrielles à Laâyoune et de l'irrigation des

gouvernance dans le cadre de la régionalisation avancée. Les provinces du Sud seront des régions pilotes du nouveau mode de contractualisation entre l'Etat et les régions. Des conventions ont été signées pour définir les enveloppes mobilisées par chacune des parties. Sur la période 2016-2027, les transferts de l'Etat s'élèveront à 19,2 milliards de DH, au moment où la contribution des régions, sur la même période, devront atteindre 5 milliards de DH. Le renforcement de la gouvernance de cette manne financière passera par l'opérationnalisation d'un fonds interrégional pour l'impulsion économique. L'idée est d'assurer une traçabilité des flux financiers destinés aux provinces du Sud.□

Mohamed Ali MRABI

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Provinces du Sud

Les mutations en marche

→ → →
**• Une voie express reliant
 Laâyoune à Tiznit**

• Les opérateurs privés se mobilisent

EN déplacement à Laâyoune pour les 40 ans de la Marche verte, le gouvernement devrait annoncer la mise en œuvre et l'échéancier du plan d'investissement tel que proposé par le CESE (voir aussi page 4). Le Conseil avait suggéré un effort exceptionnel sur 10 ans pour accélérer le développement des provinces du Sud. La moitié de ces ressources sera supportée par l'Etat qui transférera vers ces régions 10 milliards de DH, en moyenne par an. A cela s'ajoutent les investissements des collectivités locales de 5 milliards de DH.

La mise en œuvre de ce modèle de développement permettra de doubler le PIB en une décennie et créer 120.000 postes d'emploi. Il a aussi pour but de rompre

aérienne, routière, électrique) afin que ces régions soient en mesure de devenir des platesformes logistiques et qu'elles puissent mieux acheminer les produits vers de nouveaux marchés. Des coopérations dans certains secteurs clés (agroalimentaire, énergies renouvelables, tourisme) et dans la santé ou l'enseignement permettraient également de renforcer cette dimension africaine des provinces du Sud. Rien de mieux que le secteur privé pour endosser cette mission. D'ailleurs, plusieurs investisseurs, accompagnés de la CGEM, avaient effectué un road show dans ces régions. Une soixantaine de projets, réalisables dans le cadre de partenariat public privé, qui avaient été annoncés: immobilier, énergies renouvelables, tourisme, industrie, santé, grande distribution... L'immobilier, le tourisme et les énergies renouvelables s'accaparent l'essentiel des 6 milliards d'investissements annoncés.

Après l'immobilier, les énergies renouvelables sont le secteur qui draine les plus gros investissements. C'est presque naturellement que les opérateurs s'y dirigent au vu du potentiel. Energie éolienne du Maroc

Le rôle capital des infrastructures numériques

LES infrastructures numériques, aujourd'hui encore insuffisantes, devraient faire l'objet d'un plan de développement qui intègre des réseaux de haut débit. Pour le CESE, ces infrastructures représentent un triple enjeu de développement. En plus d'être un facteur d'amélioration de l'attractivité des provinces et de compétitivité des entreprises, elles représenteraient également un outil décisif de transformation de la qualité du service public. □

avec l'économie de rente, axée sur les activités du secteur primaire, à un cadre qui favorise l'investissement privé producteur de richesses et d'emplois et qui garantit la transparence et le respect des règles de saine concurrence. Le plus gros des investissements ira aux infrastructures. Ce qui pénalisait encore la région reste l'absence d'une connexion au réseau autoroutier. Il est envisagé la construction d'une autoroute reliant Tiznit à Dakhla. Ça sera la connexion la plus longue du réseau.

Pour le CESE, l'objectif est de faire émerger trois grands pôles de compétitivité régionaux. Il s'agit de Laâyoune-Boujdour, Oued Eddahab-Lagouira et Guelmim-Es Smara. Chaque région sera perçue comme un pôle économique qui développera ses propres spécificités tels que la pêche, l'industrie, la logistique ou le tourisme... L'autre objectif du modèle est de faire de cette région un «hub africain». Une vision qui devrait conforter la portée géostratégique de ces provinces en tant que pôle régional de liaison et d'échanges entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne. La vocation de hub africain nécessite donc des infrastructures de transport (portuaire,

(EEM), filiale de Nareva, avait signé avec Attijariwafa bank, la Banque Centrale Populaire et la BMCI une convention pour le financement de l'extension du parc éolien d'Akhfennir à 202 MW contre 102 actuellement. Le projet permettra de produire environ 400 GW, soit l'équivalent des besoins d'une ville de 500.000 habitants. Nareva en est à son troisième gros investissement dans les provinces du Sud. Le parc éolien d'Akhfennir (situé à environ 100 km de Tarfaya) s'inscrit dans la stratégie nationale pour réduire la dépendance envers les produits pétroliers via l'augmentation de la part des énergies renouvelables. Tous ces parcs seront interconnectés au réseau national. L'industriel allemand n'est pas le seul à opérer dans ces régions. D'autres projets sont prévus à Boujdour et Tiskrad-Tarfaya mais seront dédiés particulièrement à l'alimentation des provinces du Sud ainsi qu'aux unités de dessalement de l'eau dans ces zones. □

A. Lo

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com